
Laos : Point de succès sans échec. Politique vs réalité dans le secteur forestier

Au cours de la décennie passée, les organismes de crédit ont investi des dizaines de milliers de dollars dans l'amélioration de la gestion forestière du Laos, dans le but déclaré de contribuer au développement rural et à la sécurité des moyens de vie. Or, malgré ces investissements, qui ont compris entre autres des projets milliardaires financés par la Banque mondiale, le gouvernement de la Finlande et l'Agence suédoise de coopération au développement (Sida), les forêts de production du Laos sont toujours aussi mal gérées.

Dans le dernier numéro de Watershed Magazine (vol. 12 n° 1, juillet 2006 – février 2007), Benjamin D. Hodgdon, expert forestier et écologiste social avec dix années d'expérience en Indochine, rapporte le cas d'un projet mis en oeuvre avec le soutien d'une ONG et qui vient d'être suspendu par le gouvernement du Laos, pour montrer les graves problèmes qui hantent les forêts de production du pays.

Son article (No success like failure: Policy versus reality in the Lao forestry sector) offre un aperçu peu fréquent de la réalité du secteur forestier laotien, une réalité en contraste frappant avec la législation forestière adoptée par le gouvernement sur l'ordre de ses principaux bailleurs de fonds.

L'article présente d'abord les arguments en faveur de la foresterie communautaire dans le cas du Laos, ainsi que la mise en oeuvre de la version laotienne de cette foresterie communautaire, centrée surtout sur la production de bois et dénommée « aménagement forestier durable et participatif » (AFDP). Cette politique, résultat d'un processus de dix années soutenu par la Banque mondiale et le gouvernement de la Finlande, stipule noir sur blanc que les villageois qui habitent dans ou à proximité des zones désignées forêts de production ont le droit de participer à la planification et à la gestion de la forêt et le droit de percevoir un pourcentage significatif des profits de la vente du bois.

Voilà la norme. La réalité est quelque chose de très différent.

Pour illustrer ce point, Hodgdon raconte le cas d'un projet soutenu par le WWF, dont le but était de lancer l'AFDP dans la province de Xekong, une province lointaine et majoritairement indigène du Sud du pays. Le projet, qui concernait une zone de 10 000 hectares dénommée Phou Theung, travaillait avec les organismes forestiers des gouvernements provincial et central et visait à impliquer sept villages (des peuples ethniques Krieng, Alak et Souay) à la planification et la gestion de la forêt, en application de la législation nationale sur l'AFDP.

Or, avec le temps, et surtout lorsque la saison de coupe battait son plein, de graves irrégularités de la part des partenaires gouvernementaux du projet sont devenues apparentes.

« Il était fréquent que les forestiers quittent leur travail dans le projet ou soient transférés pour travailler avec des entreprises qui sortaient illégalement du bois de la zone du projet », écrit Hodgdon. Lorsqu'on leur en a présenté des preuves, les autorités provinciales ont plaidé l'ignorance ou affirmé qu'il s'agissait d'activités menées « en fraude ». En fait, comme le montre l'article, « les

fonctionnaires gouvernementaux connaissaient parfaitement et avaient approuvé » ces extractions illégales de bois.

Du fait des activités du projet pour améliorer la gestion des forêts et appliquer la législation nationale, des personnes haut placées du Ministère des Forêts et du gouvernement provincial de Xekong se sont mises d'accord pour le faire annuler, en alléguant que « seul l'État » a le droit de prendre des décisions en matière d'exploitation forestière.

L'annulation du projet, écrit Hodgdon, montre que bien des membres du gouvernement du Laos n'appuient pas l'AFDP, pour des raisons politiques et économiques. Du point de vue politique, le projet impliquait que le gouvernement n'aurait plus le pouvoir de décision en matière de ressources forestières de grande valeur ; du point de vue économique, il « se traduisait par une diminution de l'argent qui rentrait dans les poches de quelques personnes ayant de bons appuis ».

La conclusion de l'article est qu'il y a peu de chances de pouvoir imposer l'AFDP, à moins d'introduire des changements fondamentaux dans les institutions politiques et juridiques du Laos. « Bref, » dit Hodgdon, « il faut des institutions démocratiques pour que les réformes démocratisantes, telles que la législation sur l'AFDP, puissent fonctionner ».

La version intégrale de cet article est disponible sur :
[http://www.terrapeer.org/pic_water/Watershed%2012\(1\).pdf](http://www.terrapeer.org/pic_water/Watershed%2012(1).pdf).